

PRÉGNANCE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET EXIGENCES D'ÉDUCATION

*par Patrick Rousseaux **

L'ampleur de ses objectifs, la multiplicité de ses champs d'application, la diversité de ses registres d'action, font du développement durable un thème mobilisateur. Le défi que constitue une éducation à son service appelle, dans toute formation, une pluralité d'approches qui demeurent largement ouvertes.

La notion de développement durable (DD) recouvre une très large complexité. D'un côté, elle vise des objectifs ambitieux très globaux de développement qui intègrent des exigences économiques, environnementales, sociales et démocratiques. À cet égard, le DD joue un rôle de référence globale tant pour dessiner un horizon de projets que pour évaluer des réalisations. D'un autre côté, pour ne pas en rester au statut de simple utopie ou d'horizon plus ou moins vague, le DD exige que l'on tente de le concrétiser dans les divers secteurs de la vie collective : fonctionnements économiques, services publics, urbanisme, transports, gestion des risques, recherche scientifique, relations internationales, etc. Le développement durable se construit forcément dans une imbrication des décisions, des registres et des modes d'action ; il repose inévitablement sur une pluralité d'acteurs et est inenvisageable sans débat, donc sans « montée en compétence » de l'ensemble de ces acteurs, du responsable politique ou économique d'envergure à l' élu ou au syndicaliste de base, du scientifique au citoyen.

Dans ses différents aspects, le développement durable ramène donc au défi de l'éducation. L'éducation ou la formation, au sens large, paraissent en effet être des leviers indispensables de développement durable ; pour en approfondir la conception pour en assumer, dans les formations conceptuelle et appliquée, la complexité, pour faire émerger les compétences qu'il requiert.

Enjeux et dimensions du développement durable

L'expression *sustainable development* (1) a été popularisée en 1987 à travers le rapport « Notre avenir commun » de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement. Une phrase de ce rapport est constamment citée : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futu-

** Institut National
des Sciences
Appliquées de Lyon*

(1) Employée en 1980, lors d'un congrès de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, elle a été traduite par « développement soutenable », puis par « développement durable ».



res à répondre aux leurs. » Il est utile de poursuivre la citation : « Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de besoin, et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. » (2)

D'emblée le développement durable est donc pensé dans une perspective de développement, de création de richesses en réponse à des besoins, notamment des plus démunis. Il conduit à envisager le présent en fonction de l'avenir, et de l'avenir commun de tous.

Concrètement, se situer dans une perspective de DD revient à chercher à résoudre des défis qui recouvrent aujourd'hui des enjeux considérables pour l'humanité et son devenir.

Une trop grande destruction des équilibres naturels peut à terme menacer le développement économique. Cette menace est d'autant plus grande que nous sommes entrés dans une ère de mondialisation. Le fossé, qui ne cesse de se creuser entre les pays riches et les pays pauvres, peut compromettre la paix.

Les enjeux sont donc particulièrement complexes. Dès lors, faire le choix d'inscrire les activités économiques, les choix politiques globaux, les décisions territoriales, bref les diverses activités sociétales, dans une dynamique de développement durable vise à promouvoir le DD comme un cadre permettant de répondre à ces défis et ces risques. Le DD n'est donc pas à ce jour une solution, comme on peut souvent l'entendre, mais un problème à résoudre. Ce problème comporte trois principales dimensions interdépendantes qui sont :

- la limitation des phénomènes d'irréversibilité par épuisement des ressources non renouvelables ou par destruction d'espèces ou de milieux ;
- l'incitation à des conduites de prudence dans les utilisations des ressources naturelles et dans l'innovation scientifique et technique ;
- la lutte, au niveau international et national, contre la misère, le sous-développement et la pauvreté.

C'est un problème difficile à résoudre de par sa complexité et la pluralité – autant que possible intégrée – de ces trois dimensions. Les stratégies de DD ne peuvent donc être construites que collectivement, avec la participation de tous, à l'échelon d'un territoire, d'une Région, d'un pays, d'une collaboration internationale. La promotion des modes de gouvernement au service du bien commun et des diverses formes de démocratie, en tenant compte des différents héritages culturels, est donc, elle aussi,

(2) Pour plus de précisions, voir **Economie & Humanisme** dossier « Développement durable, développement de l'homme ? » n° 360, mars 2002.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET FORMATION

Si on ne sait pas forcément ce qu'est le développement durable, on peut au moins s'entendre sur ce qu'il n'est pas : il n'est pas un développement qui se mesure uniquement par des indicateurs économiques, il n'est pas un développement qui consomme les ressources naturelles sans retenue, il n'est pas la croissance zéro (1).

De ce fait, on admet que le développement durable est un cadre de référence commun. Si on cherche à préciser son contenu, on peut s'accorder sur le fait qu'il comprend de toute façon (2) :

■ Un contenu normatif (il y a des actions bonnes et d'autres mauvaises). Ce point est important, parce qu'il éloigne le développement durable de la manière dont l'économie standard a traité parfois la question de l'environnement depuis que R. Coase a montré que les externalités étaient de nature réciproque (3).

■ Un contenu éthique, dans la mesure où, quelle que soit l'approche qu'on en a, il interroge à un moment ou un autre chacun sur ses valeurs. Ce point est particulièrement vrai lorsque doit être abordée la question du partage entre les générations.

■ Un contenu interdisciplinaire, dans la mesure où la notion concerne toutes les sciences et conduit les scientifiques des différentes disciplines à tenter une approche commune des problèmes soulevés. Ceci est accru par le fait que les questions posées par le thème même du développement durable se passent dans « des univers controversés » (4) ; soient des espaces où les incertitudes dominent, où les actions d'aujourd'hui peuvent être contestées demain, où la chaîne « logique » de décision – savoir, évaluer et enfin agir – n'est pas opérante, mais où la décision se prend *in fine* par convention entre les parties.

De ces trois points, on peut tirer trois leçons pour la formation :

■ elle devrait s'inscrire dans les cursus de manière transversale (le développement durable n'est pas une discipline) ;

■ elle devrait accorder une place importante aux sciences humaines et à l'épistémologie des sciences, seule manière d'appréhender la complexité des questions éthiques ou philosophiques posées par la prise en compte du raisonnement en univers incertain ou par celle des relations intergénérationnelles ;

■ elle doit être résolument interdisciplinaire, ce qui suppose un vrai travail de construction, dans la mesure où les modes d'apprentissage et de résolution de problèmes restent encore très imprégnés par une culture cartésienne.

Patrick Mundler
ISARA Lyon

(1) **Jean-Michel Salles**, « Rationalité substantielle et rationalité procédurale dans la modélisation du développement durable », *Symposium international : Modèles de développement soutenable. Des approches exclusives ou complémentaires de la soutenabilité ?*, Paris, AFCET, 16-18 mars 1994.

(2) Nous avons développé ce point dans **L. Abdelmalki, P. Mundler**, *Economie de l'environnement*, Paris, Hachette, 1997, 160 p.

(3) **R-H. Coase**, « The Problem of the Social Cost », *The Journal of Law and Economics*, 3^{ème} année, 1960, p. 1-44. Le problème selon **Coase**, est de savoir comment obtenir le meilleur produit net. Dans son idée, la qualité de l'environnement obtenue après négociation entre les agents n'est pas un critère de choix en soi.

(4) **Olivier Godard**, « L'économie de l'environnement, des univers stabilisés aux univers controversés », *La lettre de la régulation*, n° 9, décembre 1993. p.1-3.



une composante irréductible du DD.

Si l'on prend en compte les défis et les enjeux ici évoqués, le DD ne peut se définir que dans une pluralité et une complexité d'exigences et de dimensions à prendre en compte dans les pratiques et les décisions. Le DD propose la protection d'un bien commun, notre planète. Il repose sur de nouvelles valeurs au niveau politique et de nouveaux sens au niveau de l'éthique. Il engage une implication étendue qui concerne tout le monde. Il exige une nouvelle organisation des activités humaines, qui se veut transverse. Il favorise et appelle une culture des échanges entre les différents pays.

Le développement durable situe l'approche des problèmes et l'action des hommes dans une perspective de long terme. Il se joue à la fois dans le local et le global, dont l'articulation n'est jamais donnée *a priori*. Il situe l'action et la réflexion dans une complexité telle que celles-ci ne pourront être qu'en deçà du projet qui les anime. La limitation des réalisations de chacun, loin de conduire au découragement et à la passivité, implique au contraire la coopération comme une démarche indispensable, au présent et dans la durée. Entre les valeurs les plus nobles, les projets les plus ambitieux, l'ampleur des défis et la modestie indépassable des réalisations, le DD peut être un stimulant fort et continu pour l'action et la réflexion. Pour des raisons de crédibilité, le DD appelle donc une auto-évaluation permanente.

L'intégration du DD dans les formations

Sous cet horizon, la sensibilisation, la formation générale, les formations spécialisées de celles et ceux – cadres et dirigeants de l'administration et des entreprises, scientifiques, ingénieurs, femmes et hommes de communication – qui ont et auront à assumer des responsabilités professionnelles larges, et seront souvent les relais de la prise en compte de l'objectif du DD s'avèrent des éléments déterminants.

Sans entrer dans la diversité des types et des niveaux de formation, avec leur spécificité dans chaque cas, sans aborder les questions des compétences nécessaires, il est possible d'esquisser quelques directions pour que les formations, quelles que soient leurs spécificités, soient au service du DD.

De telles formations reposent sur un postulat qui s'impose d'emblée, à savoir que le DD est une composante incontournable de l'activité professionnelle des cadres. Elles exigent de s'interroger sur leurs finalités. Loin de former des spécialistes du DD, elles se situent au service du DD et impliquent donc de chercher à développer des comportements soucieux du DD et d'aider



à poser le problème multicritères du DD. Pour cela, la formation doit faire appel :

- au global : à savoir, l'analyse des relations entre le tout et ses différentes parties ;
- au multidimensionnel : on retrouve les trois piliers du DD : l'Économie, l'Environnement et le Social.
- au complexe : à savoir, l'étude de système dans lequel il existe des rétroactions qui rendent impossible toute division du système global.

Il faudrait également présenter le « pourquoi » (qui relève des sciences humaines) et le « comment » (qui relève des sciences naturelles), d'une façon conjointe et non séparée.

Penser des formations au service du DD exige donc de nouer une approche verticale et une approche horizontale. Dans l'approche verticale, on est amené à proposer, en plus des cours spécialisés, des apports spécifiques qui prennent en compte les différentes composantes du DD : environnement, économie, sociologie, science politique. Dans l'approche horizontale, on est amené à reprendre les cours existants, non pas en ajoutant « un zeste de DD », mais en les reconsidérant à partir des enjeux et des exigences que porte le DD. À cet égard, les études de cas, parce qu'elles obligent notamment à prendre en compte la complexité et la multidimensionnalité, jouent un rôle indispensable.

Si l'approche verticale est facile à mettre en œuvre, elle est en revanche mal perçue par les étudiants, car elle ne leur permet pas d'avoir la vision globale du DD. L'approche horizontale serait l'approche idéale, mais les enseignants sont en général très réticents. Au contraire des savoirs très ancrés, l'enseignement sur le DD doit considérer l'évolutivité des connaissances relatives au DD et cela implique une remise en cause de l'enseignant. Les connaissances des étudiants évoluent également. Et enfin, autre grosse contrainte, les emplois du temps sont saturés (3).

Le contexte mondial actuel sur les problèmes liés à la maîtrise des ressources naturelles, de nos rejets et, en général, de l'environnement et de la sécurité dans le cadre d'un développement durable, doit être pris en compte par tous les organismes, institutions, entreprises et individuellement par chacun au quotidien. Une Université, une Grande École dont la mission est de former des hommes et des femmes qui, déjà aujourd'hui et encore plus demain, en seront les principaux acteurs, notamment à travers leurs activités professionnelles, se doit de préparer ces hommes et ces femmes à la problématique du développement durable.

Patrick Rousseaux

(3) À l'INSA de Lyon, compte-tenu des enjeux et des contraintes, les projets d'intégration du DD dans la formation d'ingénieurs sont les suivants : introduire, en premier cycle, le DD dans les cours d'expression et de langues : l'idée est de faire découvrir aux étudiants le DD afin de les sensibiliser ; à partir d'articles ou de vidéo ; après une première « vaccination » en 1er cycle, le rappel en 2nd cycle consisterait à les faire travailler sur des projets et sur deux types de sujet, à savoir les éléments du DD que l'on pourrait ajouter aux cours qu'ils ont suivis, et construire des études de cas relatifs aux spécificités de leur département de 2nd cycle.